

## R e m a r q u e s   f i n a l e s

présentées par le Chef du Département fédéral des affaires étrangères à la Conférence des ambassadeurs, 31 août 1979

---

Nous arrivons au terme de cette Conférence des ambassadeurs et, un fois de plus, je constate combien, pour ma part en tous cas, je l'ai trouvée enrichissante, stimulante, pleine d'intérêts.

Je voudrais, pour suivre une tradition que j'ai essayé d'introduire l'année passée, fixer quelques idées forces qui ont été exprimées au cours de ces derniers trois jours et arriver ainsi à certaines conclusions. Je les prendrai dans l'ordre chronologique.

Auparavant, je rappellerai pour mémoire votre visite au Centre du textile et de la mode à Zurich qui vous a familiarisés avec les problèmes de cette industrie. Vous avez ainsi pu vous rendre compte de visu de l'importance des exportations et du rôle que vous pouvez jouer pour les faciliter.

I. Dialogue entre Chefs de Missions  
et Secrétariat Général

---

Au cours de votre discussion avec le Secrétariat Général, la question de la sécurité de nos Missions et de nos agents à l'étranger a été, en quelque sorte, le thème central. Je suis heureux qu'il en ait été ainsi, car c'est un problème qui me préoccupe profondément, ainsi que mes services. Ensemble, nous avons constaté que malheureusement une sécurité absolue ne peut pas être garantie. En revanche, toute une série de mesures de dissuasion peuvent et doivent être envisagées, de cas en cas et selon les circonstances données. Vos suggestions réalistes, fondées sur la topographie des lieux, compléteront judicieusement l'appréciation par la Centrale de la gamme de mesures qu'il est opportun de mettre en oeuvre. En tous cas, je ne veux pas que les Missions suisses et les agents suisses à l'étranger soient réputés être le plus faciles à attaquer ou à prendre. C'est bien là un minimum que l'ont peut vous donner.

En ce qui concerne le dialogue avec le Secrétariat général, toutes vos suggestions ont été soigneusement notées; Parmi vos remarques, je me borne à n'en mentionner qu'une seule relative à une meilleure exploitation, par la Centrale, de vos rapports politiques; c'est là un problème sur lequel nous nous pencherons. Ces rapports, et je voudrais le répéter ici, sont non seulement grandement appréciés par la Centrale mais ils nous fournissent, consciemment ou inconsciemment, les principaux éléments pour apprécier une situation donnée.



## II. Situation économique

Je ne reviens pas sur mon exposé liminaire qui vous donne à la fois les vues de la centrale d'une manière très concrète sur la situation du monde, et un aperçu de nos préoccupations immédiates.

Ce texte vous sera d'ailleurs expédié dans un bref délai, en même temps que les conclusions dont je vous donne lecture.

M. le Secrétaire d'Etat Jolles, directeur de l'office fédéral des affaires économiques extérieures, nous a brossé un tableau de la situation actuelle de l'économie suisses dont je rappelle ci-après les principaux éléments.

- L'inflation, malgré le renchérissement provoqué par la hausse des prix des produits pétroliers, reste bien plus modeste que chez nos partenaires (environs 4,3% dont 3% sont attribuables au seul pétrole);
- le chômage reste très modeste et, au vu du nombre de places vacantes (30' - 40'000), il est justifié de parler de plein emploi;
- l'adaptation structurelle a été très intense ces dernières années;
- malgré une croissance très modeste, les capacités de production restent très bien utilisées (avec des exceptions dont notamment l'industrie horlogère), et cela sans qu'il eût été nécessaire de prendre des mesures de soutien à la conjoncture;

- 3a -

- dans le secteur monétaire, la politique de stabilisation du cours de change pratiquée par la Banque Nationale avait porté ses fruits (dévaluation moyenne du franc suisse d'environ 9% par rapport à mi-août 1978);
- le traditionnel déficit de la balance commerciale suisse a fait sa réapparition - ce qui est à saluer;
- nos exportations augmentent lentement dans l'ensemble, mais cette avance est plus marquée sur les marchés traditionnels, et l'on constate un recul de nos ventes envers les pays de l'OPEP et les pays de l'Est.

M. Jolles a encore souligné dans la discussion que cette analyse franchement positive valait pour l'immédiat. Les perspectives globales de l'économie mondiale ayant été considérablement assombries par la nouvelle hausse du prix du pétrole et la récession aux Etats-Unis, la Suisse ne surait échapper aux conséquences d'une nouvelle détérioration de la situation de ses principaux partenaires. A cet égard, nous devons suivre particulièrement les développements en cours en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis.

M. Jolles a ensuite procédé à un tour d'horizon des problèmes de politique économique extérieure qui se présentent actuellement à la Suisse. Il a souligné que les efforts d'une promotion efficace des exportations (à l'exception du subventionnement) devaient être maintenus. Il a en outre rappelé l'importance du succès du Tokyo-Round et il a évoqué la tendance qui se dégage dans les enceintes internationales appropriées à vouloir régler par des normes uniformes le comportement des entreprises privées.



- 4 -

Enfin, en ce qui concerne le dialogue Nord-Sud, M. Jolles a défini trois principes dont devrait s'inspirer la politique suisse :

- l'interdépendance (qui va dans les deux sens, Nord-Sud et Sud-Nord),
- la différenciation (qui implique que l'on tienne compte des situations très diverses dans lesquelles se trouvent les PVD),
- et enfin la nécessité de fournir un effort particulier en faveur des pays et régions les plus pauvres.

Dans ce contexte, M. Jolles a notamment rappelé que la non-participation de la Suisse à l'AID (IDA) commençait à poser de sérieux problèmes tant chez les pays industriels que chez les PVD.

### III. Le Moyen-Orient

La discussion qui s'est engagée au sujet des perspectives d'un règlement au Proche-Orient a été des plus enrichissantes.

J'ai relevé que deux thèses étaient nettement en présence :

D'une part, celle des chefs de mission qui sont au front, c'est-à-dire qui sont accrédités dans des pays directement touchés par le conflit israélo-arabe et qui sont plutôt pessimistes quant aux chances d'aboutir à une paix juste et durable.

En revanche, ici, nous aurions tendance à considérer que le refus opposé au mécanisme mis en marche par les accords de Wahsington est plus verbal que réel et que, dans les faits, toute une série de possibilités demeure ouverte dans le cadre de la négociation actuellement en cours.

Personne, je pense, ne se dissimule les nombreux obstacles qui grèvent encore le processus de paix déclenché à Camp David. Les mesures prises par les Etats arabes à l'égard de l'Egypte ont montré la profondeur de leur ressentiment, même si elles n'ont pas encore débouché sur des solutions extrêmes. Alors que les Etats-Unis et Israel sont accusés de chercher à diviser les pays arabes, la politique suivie au Caire est perçue comme un facteur de rupture à l'intérieur du monde arabe. Elle joue donc le jeu de Washington et de Jérusalem. La paix israélo-égyptienne a été jugée comme une trahison à l'égard de l'arabisme et même de l'islam. Ce choc, conjugué avec l'intransigeance israélienne, peut être lourd de conséquences déstabilisatrices dans le domaine pétrolier et même dans le secteur militaire. Dans quelle mesure le rejet opposé par les peuples arabes à la politique de paix de l'Egypte condamne-t-il les tentatives entreprises sous l'égide des Etats-Unis d'Amérique pour une paix négociée dont personne, au fond - vous en êtes tous convenus - ne conteste le principe. La faiblesse de la position arabe provient du fait que, tout en s'opposant massivement aux accords de Wahsington, elle n'offre pas d'alternative praticable dans l'immédiat tout au moins. Or, ces accords constituent certainement un fait



- 6 -

de première importance et irréversible, à tel point que plusieurs Etats et parties en cause, dont même apparemment l'OLP, ont décidé de tenir compte pour tenter d'infléchir la situation en leur faveur. Bien sûr, le processus peut s'enrayer et un blocage n'est pas à exclure. Si les efforts de paix fondés sur les accords de Wahsington se ralentissaient, ou même s'interrompaient, il serait sans doute difficile de leur donner un nouvel élan et d'autres solutions sans doute feraient surface. On peut imaginer une série d'hypothèses et si le pire n'est pas toujours sûr, comme le disait récemment un diplomate américain, tout le reste est à peut près certain. Mais il faut convenir que, pour le moment, face à la clameur hostile dont ils ont été entourés, les accords de Wahsington ont bien résisté.

Je crains que nous ne devions adopter une vue en partie double de la situation et que nous ne devions la suivre sur un double plan. D'une part, enregistrer avec confiance le progrès ténu, mais réel, que constitue l'ébauche de solution partielle contenue dans l'accord de Camp David tout en restant conscient que cette construction pourrait s'effondrer sous divers facteurs. Donc, en dépit de certains signes encourageants, les obstacles accumulés par plusieurs décennies de conflits demeurent nombreux et la situation peut toujours évoluer de manière imprévisible.

#### IV. L'Islam

Les interventions ont fait apparaître diverses caractéristiques du renouveau islamique qui paraît se manifester.

Tout d'abord, cette résurgence n'est pas anti-chrétienne, mais elle s'attaque plutôt à un matérialisme technicien que les musulmans considèrent comme le fait d'un athéisme qu'il s'agit de combattre absolument. En ce sens, ce renouveau musulman s'apparente à un certain regain de foi et de piété discernable aussi en Occident. Cependant, il dépasse la sphère religieuse pour s'attacher aussi aux domaines politiques, économiques et sociaux. En ce sens, il correspond à une recherche d'identité.

D'autre part, elle se manifeste de façon très inégale d'un pays à l'autre. L'Islam n'en demeure pas moins un facteur fondamental dans la vie des sociétés concernées, parce que l'idée d'une sécularisation des domaines politiques, économiques et sociaux reste difficilement acceptable. L'Islam continue à comprendre toute la vie des sociétés musulmanes. L'irruption d'un fondamentalisme musulman dans les structures politiques de tel ou tel Etat est donc toujours possible, bien que l'on ne puisse généraliser.

Cette résurgence de l'Islam pourrait sans aucun doute provoquer une prise de conscience accrue des minorités religieuses ou ethniques présentes dans presque chacun des Etats musulmans. Ces minorités pourraient considérer que leurs statuts juridico-politiques se trouvent menacés par une nouvelle affirmation d'intransigeance islamique.



Les débats ont ainsi fait ressortir le fait que dans le cadre de leurs relations avec les Etats arabo-musulmans, les pays occidentaux n'ont peut-être pas assez prêté attention à la possibilité de réaliser effectivement dans le contexte social et culturel donné le modèle de société qu'ils proposent, qu'ils offrent et parfois imposent, de fait, par les échanges qu'ils entretiennent avec eux.

L'idée a été exprimée que le dialogue euro-arabe pourrait jouer un rôle très utile. Malheureusement, force est de reconnaître que dans le cadre de ce dialogue, les Arabes ne présentent pas toujours leurs vrais visages, mais plutôt des images et des demandes de circonstance qu'il faudrait essayer de dépasser. De notre côté, un effort s'impose pour parvenir à une meilleure compréhension des réalités et des virtualités de l'Islam d'hier et d'aujourd'hui.

#### V. Conclusions au sujet de la politique d'intégration de la Suisse

En vous décrivant l'influence grandissante des rapports contractuels dans nos relations avec la Communauté, j'ai souligné que ce rapprochement quantitatif de plus en plus marqué ne modifiait en rien la qualité de ces rapports, vu les limites politiques de notre engagement européen. L'accord de libre-échange délimite et couvre encore aujourd'hui l'essentiel de nos relations. De la part de la Communauté, le préjugé qui existait dans le temps contre les Neutres n'est plus apparent. Bien plus, l'apport de notre force économique et de sa stabilité, comme d'ailleurs nos prestations

en matière scientifique et technique, font de la Suisse, tant pour l'autorité de Bruxelles que pour les Etats-membres pris individuellement, un interlocuteur valable et apprécié.

Au niveau de notre diplomatie, cette évolution n'implique aucun changement dans les tâches de nos représentations à l'étranger. L'important pour nous est qu'ambassades et missions fassent valoir notre point de vue avant que les Etats-membres définissent des positions communes à notre égard ou même, par exemple, à l'OCDE au sujet de leur attitude envers des Etats tiers.

S'il n'y a guère de doute que le deuxième élargissement accentuera les disparités existant dans la Communauté et compliquera ses mécanismes de décision, les avantages de cette évolution l'emportent de loin sur les quelques inconvénients. L'encadrement économique et politique des pays candidats méditerranéens permettra une stabilisation indispensable et un renforcement de la démocratie dans cette région. Il a été, en outre, important pour nous de constater que l'effort d'élargissement n'a pas amené la Communauté à diminuer sa volonté de régler les problèmes subsistant avec notre pays.

La nécessité et les limites d'une collaboration entre pays de l'AELE sont clairement apparues dans la discussion. S'il peut être utile, voire indispensable, de se concerter dans certains cas, la spécificité de nos intérêts nous conseille souvent de faire valoir nos vues individuelles. Là aussi, une approche pragmatique s'impose.

Nous continuerons à prêter notre plein appui au Conseil de l'Europe qui répond à nos besoins de coopération politique à l'échelle européenne dans le cadre de nos possibilités institutionnelles. Dans ce contexte aussi, il faut vivre avec la réalité communautaire, en favorisant une concertation



ou une coordination de plus en plus étroite entre les deux institutions en vue d'éviter les disparités inutiles, voire des blocages dans l'ordre juridique européen. Comme à l'OCDE, les liens avec les Etats communautaires devraient nous permettre d'influencer leurs vues avant que ne s'opère leur concertation mutuelle en vue d'intégrer, à un stage ultérieur, les prises de position communautaires dans le cadre de l'organisation de Strasbourg.

Notre politique d'intégration présuppose donc de plus en plus une vue d'ensemble, fondée d'une part sur la connaissance exacte des dossiers, d'autre part sur une flexibilité habile quant à l'engagement des moyens. Je vous remercie des efforts que vous déployez en vue de nous livrer les bases des décisions nécessaires, ainsi que de la tenacité et du sens pragmatique avec lesquels vous défendez nos intérêts.

## VI. CSCE et désarmement

J'ai retenu, qu'en ce qui concerne la CSCE, les Chefs de nos Missions à Washington et à Moscou se sont, non seulement exprimés très en détail, mais nous ont exposé des vues qui pourraient laisser présager une certaine convergence entre Américains et Soviétiques quant à la réunion de Madrid. Il est évident que des progrès ne pourront être faits à Madrid que dans un certain climat de confiance entre l'URSS et les Etats-Unis. Nous avons noté avec intérêt également qu'apparemment Moscou ne veut pas vider la CSCE de son volet militaire, nonobstant l'initiative des pays du Pacte de Varsovie pour une conférence sur le désarmement.

J'avais déjà eu cette impression lors de ma visite à Washington; elle m'a été confirmée hier après-midi: les Etats-Unis ont aujourd'hui une conception plus réaliste de ce que peut faire la CSCE dans le domaine des droits de l'homme. L'approche de l'administration Carter dans ce domaine semble avoir évolué.

Pour ce qui nous concerne, nous en tirons les conclusions suivantes: Madrid ne doit pas être une conférence des droits de l'homme, mais je m'empresse d'ajouter: les droits de l'homme ne peuvent en être absents. Il ne faut pas tomber d'un extrême à l'autre. En outre, comme vous le savez, nous présenterons une proposition dans le domaine de l'information et nous poursuivrons nos efforts pour la mise en place d'un système de règlement pacifique des différends selon les modalités que Madrid devra encore fixer et que nous espérons meilleures que par le passé. Dans le domaine du désarmement, nous étudierons avec nos trois partenaires neutres l'opportunité de prendre une initiative, si possible à 4, pour mettre de l'ordre dans les différentes propositions avancées dans ce domaine et éviter que Madrid ne se transforme en une conférence militaire. La sécurité et la paix sur notre continent concernent tous nos pays et nous pensons que des négociations dans ce domaine doivent être élargies à tous ceux qui, comme nous, ont des intérêts de sécurité à défendre.



## VII. Afrique australe

En ce qui concerne l'Afrique australe, je crois que de la discussion de ce matin se sont dégagées les quelques idées suivantes, que je vous résume ainsi:

- 1) Pour ce qui est de la Rhodésie, il faut naturellement attendre les résultats de la Conférence constitutionnelle de Londres et notre attitude sera, en grande partie, fonction de celle qu'adoptera la Grande-Bretagne si, et je m'empresse de le dire que je ne le souhaite pas, cette Conférence constitutionnelle venait à échouer.
- 2) Pour ce qui est de la Namibie, j'ai perçu chez nombre d'entre vous, quelques hésitations quant à une participation suisse au GANUPT; je la comprends. Je dirai même que dans une large mesure je la partage. Mais, d'autre part, nous ne pouvons toujours et partout nous gargariser de notre fameuse disponibilité et nous récuser lorsque l'on nous sollicite. Je rappelle que le GANUPT est une entreprise où la plupart des pays occidentaux, et en tous cas les neutres, participeront.
- 3) Enfin, en ce qui concerne l'Afrique du Sud elle-même, notre politique continuera à être celle des relations normales, ce qui ne nous empêchera pas de dire ce que nous pensons lorsque l'occasion se présente.

La Suisse, contrairement à beaucoup d'autres pays qui lui ressemblent, n'a jamais "hurlé avec les loups". Nous ne sommes qu'un des rares à voter, partout où la question se pose, contre l'expulsion de l'Afrique du Sud d'organisations internationales et nous entretenons, avec ce pays,

des relations que M. Botha a pratiquement qualifiées d'exemplaires. Je ne sais pas si je devais le dire, mais je crois qu'il faut, à ce propos, dissiper tout malentendu. L'Ambassadeur Pictet a su résumer, dans une formule concise et parlante, les trois piliers de notre politique en Afrique australe:

Neutralité - Disponibilité - Dialogue.

J'aimerais croire qu'on pourrait y ajouter la générosité.

#### VIII. Visite au studio

Un aspect sur lequel j'insiste particulièrement, c'est celui des contacts avec la presse. Là encore, vous avez eu un cas pratique en rencontrant au studio les représentants des mass media. J'espère que vous en aurez tiré profit.



Messieurs les Ambassadeurs,  
Messieurs les Chargés d'affaires,

J'ai beaucoup appris au cours de cette conférence que nous nous sommes efforcés de rendre vivante et axée sur des problèmes qui se posent à vous en permanence ou dans l'immédiat.

Il me semble que vos interventions ont été également concentrées sur le concret et qu'elles ont effectivement permis de donner une dimension supplémentaire à notre vision des choses. Ce dialogue a donc répondu à notre attente et j'espère, pour ma part, qu'il vous montre toute l'importance que nous attachons à vos opinions et à votre action.

Ce n'est pas là une affaire de rhétorique, c'est un engagement très réel. Nous ne pouvons pas prétendre, à Berne, à l'infailibilité; nous avons besoin de soumettre nos impressions à un examen permanent, à un rajustement que vous seuls pouvez nous apporter, grâce à vos contacts, à vos réflexions et à votre capacité de saisir nos besoins. Je vous suis très reconnaissant de ce que vous faites dans ce sens et de ce que vous nous apportez.

Au cours de l'année qui s'est écoulée, nous avons intensifié nos activités diplomatiques non sans tenir compte des grands principes qui sont à la base de notre politique étrangère. Nous avons également mené à l'intérieur une sorte d'explication, grâce à des débats parlementaires et autres, qui ont permis, je crois, d'amener la politique étrangère au centre des préoccupations des hommes politiques de ce pays.

Les uns nous critiquent. Certains nous louent. Tous nous observent. Nous continuons à agir dans le sens que nous croyons juste et nécessaire au pays. Nous devons échapper à l'isolement. Nous devons rester crédibles dans nos principes et nous devons participer, à notre place, à l'évolution du monde.

Je voudrais que vous remportiez dans vos capitales respectives le sentiment de la profonde utilité de ce que vous faites et de l'importance que le Conseil fédéral attache toujours davantage à l'activité de nos missions et à notre engagement international d'une manière générale. Je voudrais que vous repartiez conscients de la complémentarité, aussi, qui existe entre le Département et nos représentations à l'étranger, et je vous invite à continuer à nourrir ce dialogue de tous les éléments d'information ou de réflexion dont vous voudrez nous faire part.

Enfin, un dernier mot. En regagnant vos pays d'accréditation, sachez que dans un monde de plus en plus difficile, où le terrorisme et la crise économique risquent de déclencher des passions qui peuvent compliquer votre tâche, le Conseil fédéral compte sur vous et qu'il vous soutient. Il a à coeur votre sécurité, vos conditions de travail et d'existence. Il connaît le caractère délicat de votre mission. Mais le fait même que les relations internationales deviennent parfois plus tendues et toujours plus complexes rend votre tâche encore plus indispensable à la conduite de notre politique; je dis bien de notre politique tout court, pas seulement de notre politique étrangère.



## IX. Conclusions

J'ai retenu de ces trois jours d'entretiens que le dialogue que l'on avait abordé sur certains sujets depuis la Conférence de l'année dernière avec nos postes doit être poursuivi. Je dirai même qu'il doit aujourd'hui être élargi à d'autres secteurs, notamment à ceux du Moyen-Orient et de l'Afrique australe. Il ne nous suffit pas d'analyser certaines situations politiques ou conflictuelles et de nous satisfaire de ces analyses. Il faut aller plus loin si nous croyons véritablement à notre disponibilité; nous devons chaque fois nous demander qu'est-ce que nous pouvons faire pour aider à trouver une solution pacifique à un problème donné. Dans beaucoup de cas, notre aide n'est pas demandée, nos moyens sont trop limités. Mais dans d'autres, et je prends ici les deux situations que je viens de vous citer, il faut, me semble-t-il, nous garder en réserve. Pour ce faire, il faut maintenir entre les combattants d'aujourd'hui une attitude de neutralité et surtout, il faut garder toutes les communications ouvertes. Nous avons, je crois, un capital de confiance dans tous ces pays du Moyen-Orient et de l'Afrique australe; nous devons le conserver, l'élargir pour être prêts, si et quand on nous le demandera.

Je voudrais que partout où vous êtes, vous donniez de la Suisse une image d'un pays ouvert, prêt au dialogue, disposé en toutes circonstances à servir la cause de la paix, à lutter contre les injustices et à venir en aide aux plus faibles. C'est sur ces mots, sur ce message dont je veux que vous soyez munis, que je vous dis au revoir et à l'année prochaine.